

**Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et
l'environnement**

Conseil d'administration
Séance du 11 janvier 2022

Délibération n°4.2.5

Le 11 janvier 2022, le Conseil d'administration de l'institut Agro s'est réuni sous la présidence de Dominique Chargé, en visioconférence.

Nombre de membres en exercice : 31

Nombre de présents : 23

Membres représentés (procuration) : 7

Quorum : 16

Point 4 – Gouvernance

**Délibération 4.2.5. complémentaire à la délibération 4.5 du conseil d'administration du 17 mars 2020
relative aux modalités d'indemnisation des frais de mission**

Visa :

Vu le décret n°2021-1723 du 20 décembre 2021 portant intégration de l'Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement (AgroSup Dijon) à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (L'institut Agro).

Vu le décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019 relatif à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement ;

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu la délibération n°4.5 du Conseil d'administration provisoire de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement en sa séance du 17 mars 2020 fixant les modalités d'indemnisation des frais de mission.

Vu les délibérations n°64/2021 et 74/2021 du conseil d'administration d'AgroSup Dijon jeudi 25 novembre 2021

Exposé des motifs :

Compte tenu des formations (formations élèves ingénieurs fonctionnaires) et des activités et représentations intervenant au titre du comité national d'expertise de l'innovation pédagogique (CNEIP) et du conseil national des universités (CNU) spécifiques de l'Institut Agro, il est proposé au conseil d'administration de maintenir les règles d'indemnisations adoptées par le Conseil d'administration d'AgroSup Dijon pour les élèves ingénieurs en formation initiale (issus du concours externe) et en formation continue (issus du concours interne) sous statut de fonctionnaire ainsi que pour des personnes ressources intervenant dans le cadre du dispositif national de de l'appui et du programme national de formation, ainsi que pour les personnes intervenant au comité national d'expertise de l'innovation pédagogique (CNEIP) et pour les déplacements effectués au titre du conseil national des universités (CNU). Les modalités d'indemnisation sont fixées en annexe.

ADOPTÉ : à 29 voix pour
 à 0 voix contre
 à 1 voix abstention

Le conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 11 janvier 2022, approuve les modalités d'indemnisations complémentaires dans le cadre des formations et activités définies en annexe.

Fait à Paris, le 11 janvier 2022

Le Président du Conseil d'administration

Dominique Chargé

Signature D. Chargé

INDEMNITES STAGES/DEPLACEMENTS ELEVES-INGENIEURS en formation initiale sous statut de fonctionnaire à l'Institut Agro Dijon

Base de remboursement sur présentation de justificatifs				
Année	Stage/formation	Durée	Indemnités taux – cf. arrêté du 03/07/2006	Déplacement *
1	Stage en exploitation agricole (France métropolitaine)	3 périodes de 2 semaines chacune	Aucune indemnisation car nourri et logé	Prise en charge d'un aller-retour résidence administrative ou familiale/lieu de stage (le plus court chemin sera pris en compte/par période de stage)
	<u>Semestre 6</u> - Modules de formation spécifiques au parcours IAE Forestier	3 semaines	Aucune indemnisation car organisée par AgroParisTech Nancy	Prise en charge d'un aller-retour Nancy-Dijon pour l'ensemble de la période.
2	<u>Semestre 7</u> - Modules de formation spécifiques au parcours IAE Forestier	5 à 10 jours	Un taux par jour	Prise en charge d'un aller-retour Nancy-Dijon par séquences de formation.
	Stage en EPLEFPA (France métropolitaine)	2 semaines	Aucune indemnisation car nourri et logé	Prise en charge d'un aller-retour résidence administrative ou familiale/lieu de stage (le plus court chemin sera pris en compte/par période de stage)
	<u>Semestre 8</u> – Stage scindé 1 période en France métropolitaine, 1 période à l'étranger ou DROM COM	6 à 12 semaines	Un taux par jour du 1 ^{er} au dernier jour de stages (dates convention de stage) pour la période en France ou dans les DROM COM. Non indemnisé pour la période à l'étranger	Prise en charge d'un seul déplacement à l'étranger ou en DROM COM durant la scolarité sous réserve d'accord de la DEVE sur la destination demandée ou 1 A/R résidence administrative ou familiale/lieu de stage. Pour les stages en France, prise en charge d'un aller-retour résidence administrative ou familiale/lieu de stage (le plus cours/type de stage.
	<u>Semestre 8</u> – Stage à l'étranger ou DROM COM	18 semaines	Non indemnisé à l'étranger car n'entre pas dans le périmètre prévu par l'arrêté du 03/07/2006 Un taux par jour du 1 ^{er} au dernier jour de stage (dates convention de stage) pour la période dans les DROM COM	
3	<u>Parcours IAE forestier et EXEAT nationaux</u> – Journée information affectation	1 jours	Aucune indemnisation	Prise en charge d'un aller-retour résidence administrative ou familiale/lieu de formation (le plus court chemin sera pris en compte)
	Semestre 10 – Stage mémoire France métropolitaine/Etranger/DROM COM	20 à 24 semaines	Aucune indemnisation car départ de Dijon**	
	Soutenance de mémoire		Non indemnisé	
	Prise de poste (entretien préalable)			Non indemnisé
1 ou 2	Stage immersion	1 à 2 semaines		Non indemnisé car facultatif
1 – 2 – 3	Activité pédagogique		Non indemnisé	Indemnisation possible selon les nécessités pédagogiques sous réserve d'accord préalable de la DEVE
NB : Les étudiants en déplacement dans l'agglomération dijonnaise ne peuvent bénéficier d'indemnités de frais de déplacement, ils doivent utiliser les transports en commun (prise en charge par la DEVE).				
* Remboursement des frais de déplacement sur la base du tarif SNCF 2 ^{ème} classe.				
** Selon l'article 7 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.				
Textes réglementaires : Décret 2006-781 du 3 juillet 2006 – Arrêtés du 3 juillet 2006 et du 26 juillet 2021				

INDEMNITES STAGES/DEPLACEMENTS ELEVES-INGENIEURS en formation continue sous statut de fonctionnaire à AgroSup Dijon

Base de remboursement sur présentation de justificatifs				
Semestres	Stage/formation	Durée	Indemnités taux – cf. arrêté du 03/07/2006	Déplacement *
S7	Stage en exploitation agricole (France métropolitaine)	2 périodes de 2 semaines chacune	Aucune indemnisation car nourri et logé	Prise en charge d'un aller-retour résidence administrative ou familiale/lieu de stage (le plus court chemin sera pris en compte/par période de stage)
	Stage au sein de la fonction publique	2 périodes de 2 semaines chacune	Indemnisation en fonction des 4 cas prévus dans l'arrêté du 03/07/2006 fixant les taux des indemnités de stage (dates convention de stage)	Prise en charge d'un aller-retour résidence administrative ou familiale/lieu de stage (le plus court chemin sera pris en compte/par période de stage)
S8	Stage sociologie des organisations (France métropolitaine)	2 semaines	Indemnisation en fonction des 4 cas prévus dans l'arrêté du 03/07/2006 fixant les taux des indemnités de stage (dates convention de stage)	Prise en charge d'un aller-retour résidence administrative ou familiale/lieu de stage (le plus court chemin sera pris en compte/par période de stage)
	Etude en Pays européen	1 période d'une semaine	Non indemnisé car n'entre pas dans le périmètre prévu par l'arrêté du 03/07/2006	Participation d'AgroSup Dijon au financement d'un seul déplacement à l'étranger ou en DROM COM durant la scolarité sous réserve d'accord de la DEVE sur la destination demandée ou 1 aller-retour résidence administrative ou familiale/lieu de stage
S10	<u>Parcours courts</u> – stage organisme français (France métropolitaine)	1 période de 2 semaines	Indemnisation en fonction des 4 cas prévus dans l'arrêté du 03/07/2006 fixant les taux des indemnités de stage (dates convention de stage)	Prise en charge d'un aller-retour résidence administrative ou familiale/lieu de stage (le plus court chemin sera pris en compte/par période de stage)
	<u>Parcours IAE forestier et EXEAT nationaux</u> – Journée information affectation	1 jours	Aucune indemnisation	Prise en charge d'un aller-retour résidence administrative ou familiale/lieu de formation (le plus court chemin sera pris en compte)
	Stage mémoire France métropolitaine/Etranger/DROM COM	20 à 24 semaines	Non indemnisé	
	Soutenance de mémoire		Non indemnisé	
	Prise de poste (entretien préalable)		Non indemnisé	
NB : Les étudiants en déplacement dans l'agglomération dijonnaise ne peuvent bénéficier d'indemnités de frais de déplacement, ils doivent utiliser les transports en commun (prise en charge par la DEVE).				
* Remboursement des frais de déplacement sur la base du tarif SNCF 2 ^{ème} classe.				
Textes réglementaires : Décret 2006-781 du 3 juillet 2006 – Arrêtés du 3 juillet 2006 et du 26 juillet 2021.				

Modalités d'indemnisation des frais de mission pour des activités spécifiques au dispositif national d'appui

Le bénéfice de la prise en charge des frais de déplacements et d'hébergement conformément à la réglementation en vigueur s'appliquent :

- Dans le cadre des activités liées au dispositif national de l'appui et au programme national des formations pour l'enseignement aux personnes ressources intervenant pour le compte de l'Institut Agro ainsi qu'aux personnes intervenant au comité national d'expertise de l'innovation pédagogique (CNEIP) ;
- Au remboursement des frais de déplacements et d'hébergement faits au titre du conseil national des universités (CNU) sur la base minimale de la réglementation en vigueur visée, et au-delà aux frais réels à concurrence des plafonds suivants : 83 euros par nuitée pour les réunions des sections qui auraient lieu dans une commune relevant de la catégorie « autres communes », 120 euros par nuitée pour les réunions de la CP-CNU,

Pour rappel, les taux du remboursement forfaitaire des frais d'hébergement prévus par la réglementation en vigueur à la date du 11 janvier 2022 ,sont les suivants :

- 110 € pour Paris ;
- 90 € pour les communes du Grand Paris (communes reprises à l'article 1^{er} du décret n°2015-1212 du 30 septembre 2015) et communes ayant une population supérieure ou égale à 200 000 habitants ;
- 70 € pour les autres communes ;
- 120 € pour les agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite.